

# Ne pas tomber dans le piège vert

VOX POPULI

Le 24 novembre dernier, la population suisse a refusé les futures étapes d'aménagement des routes nationales. Cette décision du souverain est à respecter. Personnellement, je m'étais engagé dans la campagne du oui au nom de la défense de la mobilité individuelle, d'une part, ainsi qu'au nom de la cohésion nationale, d'autre part, puisque les six projets répondaient à des nécessités régionales justifiées.

Cependant, ce projet n'a pas réuni une majorité de Suisses. Au non traditionnel de la gauche «anti-voiture» s'est ajouté un non de la droite «anti-bétonnage». Cela a suffi pour faire échouer le projet. Ce deuxième non est, je pense, celui de tous ceux qui n'acceptent pas cette transformation excessive de notre pays nécessaire à l'accueil d'une immigration incontrôlée de 100 000 personnes par année. Je présume que cette mobilisation se retrouvera lors du vote sur l'initiative pour la durabilité de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions».

Dans l'intervalle et jusqu'à ce que la population suisse puisse se prononcer sur une stabilisation de cette croissance démographique exponentielle depuis quelques années, il y aura lieu de ne pas tomber dans le piège de la prochaine proposition des Jeunes Vert-e-x-s, soit l'initiative dite «Pour la responsabilité environnementale» qui sera soumise au vote le 9 février.

Cette initiative vise à ancrer dans la Constitution, dans un nouvel article 94a, un lien entre la capacité de renouvellement de la nature et l'économie suisse, respectivement la consommation des Suisses et Suissesses. Surtout, cette exi-



NICOLAS KOLLY  
CONSEILLER NATIONAL UDC (FR)

**Notre économie et notre consommation devraient régresser afin d'atteindre celles, par exemple, de l'Afghanistan, du Burundi ou du Rwanda...**

gence devrait être mise en œuvre dans un délai de seulement dix ans (norme transitoire).

En d'autres termes, cette initiative veut ancrer dans la Constitution la limite planétaire de la Suisse, en faisant fi de l'augmentation de la population extrêmement importante de ces vingt dernières années; la population est passée de 7 à 9 millions d'habitants.

Ainsi, si cette initiative était acceptée et mise en œuvre conformément à la volonté des initiants, notre économie et notre consommation devraient régresser afin d'atteindre celles, par exemple,

de l'Afghanistan, du Burundi ou du Rwanda... La mise en œuvre de cette initiative, selon le Conseil fédéral, nécessiterait «des mesures drastiques de régulation et d'incitation qui auraient de vastes répercussions négatives sur l'économie et sur la société». Par ailleurs, il faudrait s'attendre «à des augmentations des prix et à une diminution de la diversité de l'offre».

Soit un retour à une économie davantage planifiée, avec contrôle du commerce: un retour à l'économie comme elle existait dans l'ex-République démocratique allemande, l'Allemagne de l'Est socialiste.

Cette initiative populaire, profondément utopique en l'état actuel de notre société, mènera inévitablement à l'érosion de notre prospérité.

Notre pays fait face à suffisamment de défis pour ne pas s'aventurer dans ce type d'expérimentations économiques prônées par les Jeunes Vert-e-x-s. Au contraire, il y a lieu de rappeler que c'est grâce à une économie qui fonctionne bien que nous pouvons avoir une politique écologique et sociale digne de ce nom.

Vouloir détruire notre prospérité et notre économie conduira à l'affaiblissement de toutes les mesures de protection de l'environnement mises en place jusqu'à aujourd'hui. Au contraire, concentrons-nous dans les mises en œuvre, déjà très compliquées, des décisions antérieures prises en matière de protection de l'environnement, comme la stratégie énergétique 2050 ou encore la loi sur le climat et l'innovation acceptée en 2023. ■